



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 21, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le marque dix-sept jours avant l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février, le CPT ayant conclu son dialogue politique national de trois jours sans annoncer de cadres de gouvernance consensuels ni de prochaines étapes malgré la consultation de toutes les forces politiques majeures du au . Le CPT doit maintenant examiner les multiples propositions concurrentes de COPPOS, de l'Accord de Montana et d'autres parties prenantes pour parvenir à une résolution finale avant le 7 février, laissant une fenêtre de dix-sept jours qui rend la mise en uvre appropriée opérationnellement marginale. Le rapport du Secrétaire général de l'ONU publié le 20 janvier a documenté plus de 8100 meurtres à l'échelle nationale entre janvier et novembre 2025 et a évalué que la feuille de route de transition a été inquiètement lente avec l'objectif de rétablir les institutions démocratiques d'ici février 2026 désormais menacé. Le Conseil de sécurité de l'ONU reçoit des briefings aujourd'hui sur Haïti avec le mandat du BINUH expirant le 31 janvier dans dix jours.

SYNTHÈSE RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le CPT a conclu le dialogue de trois jours sans annoncer de cadres consensuels malgré la consultation de chaque force politique majeure avec dix-sept jours restants jusqu'à l'expiration du mandat le 7 février.

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU a confirmé 8100 meurtres et plus en onze mois de 2025 et a évalué la feuille de route de transition comme inquiètement lente avec l'objectif d'institutions démocratiques de février 2026 désormais menacé.

Le mandat du BINUH expire le 31 janvier dans dix jours sans résolution de renouvellement du Conseil de sécurité votée en date de matin.

Le briefing du Conseil de sécurité de devrait aborder le renouvellement du BINUH et les scénarios post-7 février alors que les acteurs internationaux se positionnent pour un potentiel vide institutionnel.

Multiples propositions de gouvernance concurrentes soumises au CPT incluant l'exécutif bicéphale COPPOS, la Conférence des Parties Prenantes de Montana et la transition d'un an de l'Alliance de 70 partis et plus nécessitant l'examen et la décision du CPT dans un calendrier comprimé de dix-sept jours.

DÉVELOPPEMENT 1: Le Dialogue Conclu Consensus Absent - La Consultation de Trois Jours du CPT Ne Produit Aucun Cadre de Gouvernance Avec 17 Jours Restants

Le 21 janvier 2026 marque dix-sept jours jusqu'à l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février, le CPT ayant conclu son dialogue politique national de trois jours le 20 janvier sans annoncer de cadres de gouvernance consensuels spécifiques ni de prochaines étapes pour la transition post-7 février malgré avoir consulté toutes les forces politiques majeures incluant MORN, la coalition Consensus Politique, COPPOS-Haïti, KOREPAD, les représentants de l'Accord de Montana et de l'Accord du 21 décembre au cours de soixante-douze heures de consultations intensives. La déclaration officielle du CPT a confirmé que le conseil a conclu la troisième et dernière journée de dialogue national mais n'a fourni aucun détail sur les résultats, les accords ou les cadres sélectionnés, laissant Haïti avec exactement dix-sept jours jusqu'à l'expiration du mandat et aucun plan de gouvernance publiquement annoncé.

Le porte-parole de COPPOS-Haïti Diego Pierre a confirmé que la coalition a soumis une proposition formelle au

CPT recommandant la restructuration de la gouvernance à travers une structure exécutive bicéphale composée à la fois d'un Président et d'un Premier ministre, la nomination d'un nouveau Premier ministre remplaçant l'actuel PM Garry Conille et l'établissement d'un organe consultatif chargé de superviser les révisions constitutionnelles. Cependant, le CPT a déclaré qu'il devra examiner les multiples propositions soumises par différents groupes de parties prenantes pour parvenir à une résolution finale avant le 7 février, confirmant qu'aucun consensus n'a été atteint pendant le dialogue de trois jours et que le CPT doit maintenant mener des délibérations internes pour sélectionner ou synthétiser les cadres concurrents dans la fenêtre restante de dix-sept jours.

Le National a rapporté qu'à moins de deux semaines de la fin de son mandat, le CPT n'a pas réussi à réunir toutes les forces politiques malgré le processus de consultation intensive de trois jours. Cette évaluation contredit le langage optimiste du CPT pendant le dialogue sur les échanges de qualité et les propositions pertinentes et confirme que le dialogue n'a pas réussi à produire un consensus substantiel. Avec 21 janvier et 22 janvier représentant l'opportunité finale absolue pour le CPT d'annoncer un cadre de gouvernance sélectionné qui permettrait une mise en œuvre même marginalement adéquate sur seize à quinze jours restants, tout retard au-delà de créerait des fenêtres de quatorze jours ou moins rendant la rédaction appropriée de décrets, la consultation des parties prenantes, l'approbation du CPT, la publication au Le Moniteur et le déploiement public opérationnellement impossibles. Les scénarios alternatifs sont une mise en œuvre précipitée avec un risque élevé d'échec procédural, une extension unilatérale du mandat du CPT déclenchant la mobilisation de l'opposition de l'Alliance de 70 partis et plus et de la société civile, ou un vide institutionnel le 7 février sans successeur convenu et des revendications de légitimité concurrentes.

Les multiples propositions concurrentes nécessitant maintenant l'examen du CPT incluent le modèle exécutif bicéphale COPPOS, le cadre de Conférence des Parties Prenantes de l'Accord de Montana soumis le 21 décembre 2025 appelant à la démission collective du CPT et du PM, la proposition de l'Alliance de 70 partis et plus du 14 janvier 2026 exigeant la fin définitive du CPT le 7 février avec une nouvelle transition d'un an et des élections au quatrième trimestre 2026, et la proposition de l'Initiative de la Société Civile du 6 janvier 2026 recommandant une assemblée délibérative de dix-sept membres avec un Président intérimaire issu de la société civile ou des institutions de haut rang. Le CPT doit réconcilier ces visions irréconciliables, parvenir à un consensus interne parmi neuf membres et mettre en œuvre le cadre choisi dans les dix-sept jours, un calendrier qui nécessite l'examen de trois à cinq jours, la prise de décision interne du CPT de deux à trois jours, la rédaction de décrets de trois à cinq jours, les consultations des parties prenantes de deux à trois jours, l'approbation du CPT d'un à deux jours, la publication au Le Moniteur et le déploiement public de trois à cinq jours totalisant un minimum de quatorze à vingt-deux jours contre une fenêtre réelle de dix-sept jours.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le CPT a été établi par l'Accord Politique CARICOM du 3 avril 2024 en tant qu'organe de gouvernance transitoire avec le mandat d'organiser des élections, de restaurer les institutions démocratiques et de compléter la transition constitutionnelle avant d'expirer le 7 février 2026. Les dialogues politiques précédents en Haïti incluant le processus de l'Accord de Montana de 2021 à 2023 et les multiples consultations des parties prenantes de décembre 2023 à janvier 2024 ont également échoué à produire des cadres consensuels implémentables démontrant une difficulté structurelle à réconcilier des visions politiques concurrentes sous des calendriers comprimés.

POINTS DE DISCUSSION

Le dialogue de trois jours du CPT s'est conclu sans annoncer de cadres de gouvernance consensuels, de prochaines étapes ou de propositions sélectionnées malgré la consultation de toutes les forces politiques majeures pendant soixante-douze heures.

COPPOS-Haïti a soumis une proposition pour un exécutif bicéphale, la nomination d'un nouveau Premier ministre et un organe consultatif pour la supervision constitutionnelle mais le CPT doit examiner les multiples propositions concurrentes pour parvenir à une résolution finale avant le 7 février.

Dix-sept jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février avec -représentant l'opportunité finale absolue pour les annonces de cadres permettant des fenêtres de mise en uvre marginalement adéquates de seize à quinze jours.

L'évaluation du National confirme que le CPT n'a pas réussi à réunir toutes les forces politiques contredisant le langage optimiste du dialogue du CPT et confirmant l'échec du consensus substantiel.

Les multiples propositions concurrentes nécessitant maintenant l'examen du CPT incluent l'exécutif bicéphale COPPOS, la Conférence des Parties Prenantes de Montana, la transition d'un an de l'Alliance de 70 partis et plus et l'assemblée de dix-sept membres de l'Initiative de la Société Civile créant des visions irréconciliables.

Tout retard du CPT au-delà de crée des fenêtres insuffisantes de quatorze jours ou moins garantissant soit une mise en uvre précipitée, une extension unilatérale déclenchant l'opposition ou un vide institutionnel le 7 février.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes internationales devraient préparer un positionnement de contingence pour le scénario de vide institutionnel du 7 février étant donné l'échec du dialogue à produire un consensus et le calendrier de mise en uvre comprimé de dix-sept jours rendant la transition de gouvernance coordonnée opérationnellement marginale.

Le secteur privé et les investisseurs devraient accélérer la planification de continuité des affaires pour la période comprimée du 3 au 7 février lorsque l'expiration du TPS coïncide avec l'expiration du mandat du CPT créant une incertitude duale de gouvernance et de politique migratoire.

Les acteurs politiques devraient surveiller les annonces du CPT -comme point de décision final absolu déterminant si la fenêtre de dix-sept jours permet la mise en uvre ou si des processus précipités, des extensions unilatérales ou des scénarios de vide institutionnel se matérialisent.

Les communautés de la diaspora devraient s'engager avec les gouvernements des pays hôtes concernant la coordination de l'extension du TPS et la planification de la transition du 7 février car le calendrier comprimé crée simultanément des risques de politique migratoire et de stabilité de gouvernance.

Les organisations humanitaires devraient positionner des ressources et des protocoles de contingence pour la période du 3 au 7 février lorsque la fragmentation de la gouvernance peut aggraver les contraintes d'accès et les pressions de déplacement.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Le Rapport du Secrétaire Général de l'ONU Confirme la Transition Menacée - 8100 Meurtres et Plus en Onze Mois Institutions Démocratiques Non Restaurées d'ici Février 2026

Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies publié le 20 janvier 2026 pour le briefing du Conseil de sécurité de a documenté plus de 8100 meurtres à l'échelle nationale entre janvier et novembre 2025 représentant une augmentation d'environ quarante-cinq pour cent d'une année sur l'autre comparé à 5601 meurtres en année complète 2024 et a confirmé une augmentation de la traite des enfants avec des enfants continuant d'être utilisés par les gangs dans de multiples rôles incluant dans des attaques violentes. Le rapport a détaillé 1,4 million de personnes déplacées internes représentant plus d'un Haïtien sur dix ayant fui leurs foyers en raison de la violence, 5,7 millions faisant face à l'insécurité alimentaire avec près de 2 millions à des niveaux d'urgence, 1600 écoles fermées affectant 1,5 million d'enfants manquant d'accès à l'éducation dans l'année scolaire 2024-2025 et le choléra demeurant une préoccupation majeure de santé publique démontrant une crise humanitaire globale à travers les secteurs de sécurité, déplacement, nutrition, éducation et santé.

Le Secrétaire général Antonio Guterres a évalué que la violence s'est intensifiée et étendue géographiquement exacerbant l'insécurité alimentaire et l'instabilité alors que les arrangements de gouvernance transitoire approchent de l'expiration et que les élections en retard demeurent urgentes. Le rapport a explicitement déclaré que la feuille de route de transition initiée après l'assassinat du Président Moïse en 2021 a été inquiètement lente et que l'objectif de rétablir les institutions démocratiques d'ici février 2026 est désormais menacé représentant l'avertissement public le plus direct de l'ONU à ce jour que la date limite de transition du 7 février d'Haïti ne sera pas respectée et que la transition du CPT a échoué à atteindre son mandat primaire d'organiser des élections et de restaurer les institutions avant février 2026. Cette évaluation a été publiée le 20 janvier, le jour exact où le CPT a conclu son dialogue politique de trois jours créant une contradiction marquée entre la confirmation de l'ONU de l'échec de la transition et l'optimisme du dialogue du CPT sur les échanges de qualité et les propositions pertinentes.

Les 8100 meurtres et plus documentés en onze mois de 2025 se traduisent en moyenne par 736 meurtres par mois ou 24 meurtres par jour confirmant une violence de gang soutenue de haute intensité tout au long de 2025 sans preuve de réduction malgré le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité et les opérations offensives de la Police Nationale d'Haïti. La constatation du rapport d'augmentation de la traite des enfants avec des enfants utilisés dans des attaques de gang violentes confirme la statistique du Plan de Réponse Humanitaire 2026 que cinquante pour cent des membres de groupes armés sont des jeunes et enfants recrutés de force indiquant que la violence de gang est auto-perpétuante par le recrutement forcé d'enfants créant une dégradation de sécurité à long terme au-delà des meurtres immédiats, du déplacement et des dommages d'infrastructure.

L'évaluation de l'ONU que l'objectif de rétablir les institutions démocratiques d'ici février 2026 est désormais menacé combinée avec la feuille de route de transition étant inquiètement lente suggère que les acteurs internationaux ont conclu que le processus de dialogue du CPT est peu susceptible de produire un cadre viable

pour le 7 février et se préparent pour un vide institutionnel du 7 février ou des actions unilatérales du CPT plutôt qu'une transition de gouvernance coordonnée. Le briefing du Conseil de sécurité après-midi avec le Chef du BINUH Carlos Ruiz Massieu et le briefing de presse de l'ONU fourniront probablement une clarification supplémentaire sur si l'ONU active des protocoles de contingence incluant l'utilisation potentielle de la clause de continuité institutionnelle de l'OEA de la Feuille de route du 5 novembre 2025 conçue pour éviter un vide de pouvoir si le CPT expire sans successeur légitime. Le moment de la publication du rapport de l'ONU le 20 janvier, le jour où le dialogue du CPT s'est conclu, signale une coordination internationale reconnaissant l'échec du processus du CPT et se positionnant pour la gestion de crise post-7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

La feuille de route de transition d'Haïti a été établie suivant l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021 avec de multiples accords de parties prenantes incluant l'Accord du 11 septembre 2021, le Dialogue National de février 2023 et l'Accord Politique CARICOM du 3 avril 2024 créant le Conseil Présidentiel de Transition. Chaque cadre a projeté la restauration des institutions démocratiques et des élections selon des échéances spécifiques qui ont été subséquemment manquées démontrant un modèle de calendriers de transition échoués avec le 7 février 2026 représentant le dernier engagement non tenu.

POINTS DE DISCUSSION

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU a documenté 8100 meurtres et plus de janvier à novembre 2025 représentant une augmentation de quarante-cinq pour cent d'une année sur l'autre et une moyenne de 24 meurtres quotidiens confirmant une violence soutenue de haute intensité.

Le rapport a confirmé l'augmentation de la traite des enfants avec des enfants utilisés dans des attaques de gang violentes et cinquante pour cent des membres de groupes armés étant des jeunes recrutés de force créant un cycle de violence auto-perpétuant.

Le Secrétaire général Guterres a évalué la feuille de route de transition comme inquiètement lente et l'objectif de rétablir les institutions démocratiques d'ici février 2026 désormais menacé représentant l'avertissement le plus explicite de l'ONU que la date limite du 7 février ne sera pas respectée.

Le rapport de l'ONU publié le 20 janvier, le jour où le dialogue du CPT s'est conclu, crée une contradiction marquée entre la confirmation de l'ONU de l'échec de la transition et le langage optimiste du dialogue du CPT suggérant que les acteurs internationaux se préparent pour un vide institutionnel.

La crise humanitaire englobe 1,4 million de PDI, 5,7 millions en insécurité alimentaire, près de 2 millions à des niveaux d'urgence, 1600 écoles fermées, 1,5 million d'enfants manquant d'éducation et le choléra demeurant une préoccupation majeure de santé publique.

Le briefing du Conseil de sécurité et le briefing de presse de l'ONU devraient clarifier si l'ONU active des protocoles de contingence incluant la clause de continuité institutionnelle de l'OEA pour le scénario de vide de pouvoir du 7 février.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait accélérer la coordination sur les scénarios post-7 février incluant les mécanismes de continuité institutionnelle étant donné l'évaluation de l'ONU que l'objectif de restauration des institutions démocratiques est menacé avec dix-sept jours restants.

Les organisations humanitaires devraient se préparer pour une crise aggravée pendant la période comprimée du 3 au 7 février lorsque la fragmentation de la gouvernance coïncide avec le déplacement existant de 1,4 million de PDI et la situation d'insécurité alimentaire de 5,7 millions.

Le secteur privé devrait incorporer les statistiques de violence de l'ONU de moyenne de 24 meurtres quotidiens et l'augmentation de la traite des enfants dans les évaluations de risque et les protocoles de continuité des affaires reconnaissant aucune preuve d'amélioration de sécurité malgré le déploiement de la mission internationale.

Les parties prenantes politiques devraient reconnaître que l'évaluation de l'ONU contredit l'optimisme du dialogue du CPT et ajuster la planification du 7 février en conséquence pour tenir compte du vide institutionnel probable ou des actions unilatérales du CPT plutôt que d'une transition coordonnée.

Les groupes de plaidoyer de la diaspora devraient exploiter les conclusions de l'ONU sur l'échec de la transition et la crise humanitaire pour faire pression sur les gouvernements des pays hôtes concernant l'extension du TPS et la coordination de politique migratoire avant l'expiration du 3 février.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Le Mandat du BINUH Expire le 31 Janvier dans Dix Jours - Briefing du Conseil de Sécurité Aujourd'hui Positionnement de l'ONU pour le Vide Institutionnel du 7 Février

Le mandat du Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti BINUH expire le 31 janvier 2026 dans dix jours en date du 21 janvier sans résolution du Conseil de sécurité renouvelant la mission votée en date de matin créant un scénario de double vide international où la capacité de coordination de l'ONU se retire sept jours avant que le mandat du Conseil Présidentiel de Transition expire le 7 février éliminant l'infrastructure de soutien international précisément lorsqu'Haïti nécessite un engagement diplomatique maximal pendant la transition de gouvernance. La session ouverte du Conseil de sécurité après-midi met en vedette le Chef du BINUH et Représentant Spécial Carlos Ruiz Massieu et le Directeur exécutif par intérim de l'ONUDC John Brandolino briefant les membres du Conseil sur la situation haïtienne avec le renouvellement du BINUH et les scénarios post-7 février attendus comme points principaux à l'ordre du jour suivis du briefing de presse de l'ONU 22 janvier où Ruiz Massieu fournira un positionnement public supplémentaire.

La fenêtre de dix jours jusqu'à l'expiration du BINUH le 31 janvier combinée avec la fenêtre de dix-sept jours jusqu'à l'expiration du CPT le 7 février crée une période comprimée du 21 au 31 janvier déterminant si les Nations Unies maintiennent une présence à travers la transition de gouvernance d'Haïti ou se retirent avant

l'expiration du mandat du CPT. La pratique typique du Conseil de sécurité nécessite la rédaction de résolution, la négociation parmi quinze membres et les procédures de vote nécessitant un minimum de cinq à sept jours signifiant que le 21 janvier représente la date limite pratique pour initier le processus de renouvellement du BINUH pour permettre un vote avant l'expiration du 31 janvier. Aucune indication de rédaction de résolution ou de négociation n'est apparue dans la documentation du Conseil de sécurité en date de matin suggérant que soit le renouvellement se produira par des procédures accélérées d'urgence dans les derniers jours soit le BINUH expirera le 31 janvier sans successeur immédiat.

Si le BINUH expire le 31 janvier sans renouvellement, Haïti entrera les sept derniers jours avant l'expiration du CPT le 7 février sans coordination du Bureau Intégré de l'ONU de l'engagement diplomatique international, du monitoring de la réponse humanitaire et de la facilitation politique que le BINUH a fournie depuis le 15 octobre 2019. Le Bureau des Nations Unies pour la Sécurité et la Gouvernance en Haïti UNSOH conçu pour remplacer le BINUH et soutenir le Cadre de Sécurité Global GSF n'est pas encore opérationnel et ne peut pas fournir des fonctions de coordination politique équivalentes créant un vide de soutien à la gouvernance pendant la période la plus critique de sept jours du 1er au 7 février lorsque le CPT doit soit mettre en uvre le cadre choisi, exécuter une extension unilatérale ou présider un scénario de vide institutionnel.

Le briefing du Conseil de sécurité de avec Ruiz Massieu devrait aborder si l'ONU se prépare à activer la clause de continuité institutionnelle de l'OEA de la Feuille de route du 5 novembre 2025 qui a été conçue spécifiquement pour éviter un vide de pouvoir si le CPT expire sans successeur légitime. La clause de l'OEA fournit un cadre pour la coordination de gouvernance intérimaire si à la fois le BINUH expire le 31 janvier et le CPT expire le 7 février sans transition viable créant un double vide institutionnel international-national. Le briefing de Ruiz Massieu peut signaler si l'ONU et l'OEA ont coordonné le positionnement pour ce scénario ou si les acteurs internationaux s'attendent à ce que le CPT exécute une extension unilatérale nécessitant une légitimation post-facto par reconnaissance internationale.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le BINUH a été établi le 15 octobre 2019 remplaçant la Mission des Nations Unies pour l'Appui à la Justice en Haïti MINUJUSTH qui elle-même a remplacé la Mission de Stabilisation des Nations Unies en Haïti MINUSTAH démontrant une présence continue de l'ONU depuis 2004. Les transitions de mission de l'ONU précédentes en 2017 de MINUSTAH à MINUJUSTH et en 2019 de MINUJUSTH à BINUH se sont produites sous des conditions contrôlées avec des mandats qui se chevauchent assurant la continuité de coordination contrairement au scénario actuel où le BINUH peut expirer sept jours avant le CPT créant un double vide.

POINTS DE DISCUSSION

Le mandat du BINUH expire le 31 janvier 2026 dans dix jours sans résolution de renouvellement du Conseil de sécurité votée en date de matin créant un retrait potentiel sept jours avant l'expiration du CPT le 7 février.

Le briefing du Conseil de sécurité après-midi avec le Chef du BINUH Ruiz Massieu devrait aborder le renouvellement et les scénarios post-7 février suivi du briefing de presse de l'ONU fournissant un positionnement public.

Un scénario de double vide institutionnel émerge si le BINUH expire le 31 janvier et le CPT expire le 7 février

sans successeur éliminant la capacité de coordination de l'ONU pendant la période de transition de gouvernance la plus critique de sept jours.

Le représente la date limite pratique pour initier le processus de renouvellement du BINUH permettant un minimum de cinq à sept jours pour la rédaction de résolution, la négociation et le vote avant l'expiration du 31 janvier.

La clause de continuité institutionnelle de l'OEA de la Feuille de route du 5 novembre 2025 conçue pour éviter un vide de pouvoir peut être activée si à la fois le BINUH et le CPT expirent sans cadres coordonnés fournissant une coordination de gouvernance intérimaire.

Le Bureau des Nations Unies pour la Sécurité et la Gouvernance en Haïti UNSOH pas encore opérationnel ne peut pas remplacer les fonctions de coordination politique du BINUH pendant la période critique du 1er au 7 février.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les membres du Conseil de sécurité devraient clarifier le calendrier de renouvellement du BINUH immédiatement pendant le briefing de pour prévenir le scénario de double vide où à la fois la mission de l'ONU et le CPT expirent dans les sept jours créant un effondrement de coordination.

Les parties prenantes internationales devraient coordonner avec l'OEA sur les procédures d'activation de la clause de continuité institutionnelle reconnaissant la nécessité potentielle si le BINUH expire le 31 janvier sans renouvellement et le CPT expire le 7 février sans successeur.

Le secteur privé devrait se préparer pour une coordination internationale dégradée pendant la période du 1er au 7 février si le retrait du BINUH précède l'expiration du CPT éliminant la facilitation diplomatique pendant la crise de gouvernance.

Les organisations humanitaires devraient établir une coordination directe avec les équipes avancées du GSF et de l'UNSOH pour assurer la continuité opérationnelle si la coordination politique du BINUH se retire avant la transition de gouvernance du 7 février.

Les acteurs politiques devraient surveiller les briefings de l'ONU -pour des signaux si la communauté internationale s'attend à une extension unilatérale du CPT nécessitant une légitimation post-facto ou une mise en uvre de cadre coordonné dans la fenêtre de dix-sept jours.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La session ouverte du Conseil de sécurité après-midi 21 janvier avec le Chef du BINUH Carlos Ruiz Massieu déterminera si l'ONU signale le renouvellement du BINUH avant l'expiration du 31 janvier ou si le briefing révèle le positionnement international pour un scénario de double vide institutionnel avec le BINUH expirant sept jours avant le CPT créant un effondrement de coordination pendant la période de crise de gouvernance du 1er au 7 février.

Le soir au matin 21 au 22 janvier représente la fenêtre finale absolue pour le CPT d'annoncer le cadre de gouvernance sélectionné permettant un calendrier de mise en uvre de seize à quinze jours avant que tout retard au-delà de crée des fenêtres insuffisantes de quatorze jours ou moins garantissant une mise en uvre précipitée, une extension unilatérale ou un vide institutionnel le 7 février.

Le briefing de presse de l'ONU 22 janvier avec le Chef du BINUH Ruiz Massieu fournira un positionnement public sur si l'ONU et l'OEA coordonnent sur l'activation de la clause de continuité institutionnelle pour les scénarios post-7 février ou si les acteurs internationaux s'attendent à une extension unilatérale du CPT nécessitant une légitimation post-facto.

CETTE SEMAINE

au 24 au 26 janvier les délibérations internes du CPT doivent produire un consensus sur quelle proposition concurrente adopter ou synthétiser exécutif bicéphale COPPOS versus Conférence de Montana versus transition d'un an de l'Alliance de 70 partis et plus versus Initiative de la Société Civile avec seulement six jours restants dans la Semaine 1 du compte à rebours final de dix-sept jours avant que les exigences de mise en uvre de la Semaine 2 rendent la rédaction appropriée de décrets, la consultation des parties prenantes et la publication au Le Moniteur opérationnellement impossibles.

au 27 au 29 janvier le Conseil de sécurité doit voter une résolution de renouvellement du BINUH si la mission doit continuer au-delà de l'expiration du 31 janvier nécessitant des procédures accélérées d'urgence étant donné que le calendrier typique minimum de cinq à sept jours de rédaction, négociation et vote n'a pas été initié le 21 janvier.

HORIZON STRATÉGIQUE

Le 31 janvier 2026 le mandat du BINUH expire dix jours à partir de créant un vide de sept jours avant l'expiration du CPT le 7 février si aucun renouvellement n'est voté éliminant la coordination politique de l'ONU, la facilitation diplomatique et le monitoring humanitaire pendant la semaine de transition de gouvernance la plus critique du 1er au 7 février.

Le 3 février 2026 le Statut de Protection Temporaire américain expire pour environ 350000 Haïtiens coïncidant quatre jours avant l'expiration du mandat du CPT créant une période de double crise comprimée du 3 au 7 février lorsque l'incertitude de politique migratoire se combine avec le vide institutionnel de gouvernance ou l'extension unilatérale précipitée du CPT.

Le 7 février 2026 le mandat du Conseil Présidentiel de Transition expire dix-sept jours à partir de avec le dialogue de trois jours du CPT ayant conclu sans cadres consensuels annoncés laissant l'examen de multiples

propositions concurrentes, la prise de décision interne du CPT et les exigences de mise en uvre totalisant un minimum de quatorze à vingt-deux jours contre une fenêtre réelle restante de dix-sept jours rendant la transition de gouvernance coordonnée opérationnellement marginale et augmentant la probabilité soit d'une mise en uvre précipitée avec un risque élevé d'échec, d'une extension unilatérale du CPT déclenchant l'opposition politique ou d'un vide institutionnel avec des revendications de légitimité concurrentes.

SOURCES PRIMAIRES

1. CPT Facebook Official Page Post January 20 2026 Confirming Dialogue Conclusion
2. Le National January 21 2026 Article CPT Has Not Succeeded in Bringing Together Political Forces
3. Vant Bef Info January 21 2026 CPT Closes Three Days of National Consultations
4. UN News January 20 2026 UN Secretary-General Report on Haiti More Than 8100 Killings
5. NPR January 23 2025 Gangs Could Overrun Haiti Article Quoting UN Assessment Transition At Risk
6. UN Denmark January 2026 Haiti Explained Why Crisis Deepening Article
7. Human Rights Watch World Report 2025 Haiti Chapter 5601 Killings in 2024
8. Haiti UN Humanitarian Response Plan 2026 Launch Article
9. UN Press Release January 21 2026 Security Council Programme of Work Daily Programme
10. Security Council Report January 2026 Monthly Forecast Haiti Section BINUH Expiration
11. Presidency Haiti Twitter Account Status January 19 2026 Dialogue Day One Announcement
12. Gazette University January 18 2026 CPT Launches National Political Dialogue
13. COPPOS-Haiti Statement via Le National Diego Pierre Spokesperson Proposal Submission
14. OAS Press Release November 5 2025 Roadmap Institutional Continuity Clause
15. Canada-Haiti Information January 14 2026 70 Plus Political Parties One-Year Transition Agreement
16. Haiti Libre January 6 2026 Civil Society Initiative 17-Member Assembly Proposal
17. XE Currency Converter January 21 2026 USD to HTG Exchange Rate